

ROYAUME DE BELGIQUE

-----

AVIS 44.937/2/V  
DU 12 AOÛT 2008

DE LA SECTION DE LÉGISLATION  
DU CONSEIL D'ÉTAT

-----

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, le 17 juillet 2008, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale "déterminant la procédure de nomination du fonctionnaire dirigeant et du fonctionnaire dirigeant adjoint de l'Agence régionale pour la Propreté", a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

### Préambule

#### Alinéa 1<sup>er</sup>

Les articles 6 et 7 du projet visent respectivement à modifier l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 mars 1995 fixant le règlement du personnel de l'Agence régionale pour la propreté, et à abroger certaines dispositions de l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'État <sup>(1)</sup>.

Ces dispositions ont une portée qui excède la seule procédure de nomination des fonctionnaire dirigeant et fonctionnaire dirigeant adjoint de l'Agence régionale pour la Propreté.

Leur fondement légal doit être recherché dans l'article 8, § 2, de l'ordonnance du 19 juillet 1990 portant création de l'Agence régionale pour la propreté, lequel dispose :

"§ 2. L'Exécutif détermine le statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Agence dans le respect de l'article 55 de ladite loi."

---

<sup>(1)</sup> Pour ce qui concerne la Région de Bruxelles-Capitale, il n'y a pas lieu de tenir compte de la modification de l'intitulé de cet arrêté royal du 7 août 1939, opérée par l'arrêté royal du 6 février 1997 modifiant l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'État.

L'article 8, § 2, précité, doit, par conséquent, être également visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> du préambule du projet.

#### Alinéa 2

L'arrêté royal du 22 décembre 2000 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'État applicables au personnel des services des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent ne procure aucun fondement légal au projet et n'est pas modifié par celui-ci. Il n'y a, dès lors, pas lieu de le viser au préambule du projet.

#### Alinéas 2 et 3 (nouveaux)

Il y a lieu de viser, au préambule du projet, l'arrêté du Gouvernement du 23 mars 1995 et l'arrêté royal du 7 août 1939 précités, ceux-ci étant respectivement modifié et partiellement abrogé par les articles 6 et 7 du projet.

#### Alinéa 6 (devenant Alinéa 7)

L'alinéa 6 (devenant l'alinéa 7) du projet, doit être rédigé comme suit :

"Vu l'avis 44.937/2/V du Conseil d'État, donné le 12 août 2008 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1/, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;"

Alinéas 7 et suivants

L'urgence n'ayant pas été invoquée pour s'abstenir de consulter la section de législation du Conseil d'État, ou pour demander l'application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2/, des lois coordonnées précitées, les considérants figurant au préambule peuvent soit être omis, soit être modifiés afin d'y justifier l'entrée en vigueur immédiate prévue par l'article 8 du projet.

Ministre proposant

Conformément à l'article 69 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, rendu applicable à la Région de Bruxelles-Capitale par l'article 36, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, il convient d'ajouter l'alinéa suivant dans le préambule, après l'identification du ministre proposant l'arrêté en projet :

"Après délibération,".

DispositifArticle 3

À l'article 3 du projet, l'adjectif "franc" étant source de controverse, il convient de l'omettre dans la version française de l'article, laquelle version ne correspond d'ailleurs pas à la version néerlandaise.

La même observation vaut également pour l'article 4, alinéa 1<sup>er</sup>.

#### Article 4

Afin de mieux garantir, en l'espèce, le respect du principe constitutionnel d'égale admissibilité aux emplois publics, lequel implique qu'il soit procédé à une comparaison objective et impartiale des titres et mérites des candidats à une fonction publique, il conviendrait de charger expressément le collège d'experts d'établir le classement des candidats aux emplois de fonctionnaire dirigeant et de fonctionnaire dirigeant adjoint <sup>(2)</sup>.

#### Article 7

1. L'article 7 du projet vise à abroger, pour ce qui concerne la Région de Bruxelles-Capitale, les articles 22, alinéa 2, 23, 24, 36, 37, 39 et 60 de l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant l'évaluation et la carrière des agents de l'État <sup>(3)</sup>.

L'attention de l'auteur du projet doit être attirée sur le fait que les articles 22, alinéa 2, 23, 39 et 60, précités, ont un champ d'application qui excède la seule procédure de nomination aux emplois de directeur général et de directeur général adjoint de l'Agence régionale pour la Propreté.

---

<sup>(2)</sup> En ce sens, voir notamment l'arrêt Degueldre, n/ 142.684, du 25 mars 2005 du Conseil d'État et l'avis 41.791/4, donné le 21 février 2007 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 avril 2007 portant modification de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 mai 1999 portant le statut administratif et pécuniaire des agents du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale.

<sup>(3)</sup> Cet arrêté royal est rendu applicable aux agents de l'Agence régionale pour la Propreté par l'article 3 de l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut administratif du personnel de certains organismes d'intérêt public, lequel leur est lui-même rendu applicable par l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 mars 1995 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Agence régionale pour la Propreté.

Il revient par conséquent à l'auteur du projet de vérifier si son intention est bien d'abroger purement et simplement ces dispositions ou seulement de les rendre non applicables à la procédure de nomination des fonctionnaires dirigeant et fonctionnaire dirigeant adjoint de l'Agence régionale pour la Propreté. Dans cette seconde hypothèse, il conviendrait de revoir la disposition examinée afin d'en limiter la portée.

2. En complément à l'observation qui précède, il y a lieu de relever que l'article 24 de l'arrêté royal du 7 août 1939 précité, ne concerne pas la procédure de nomination aux grades des rangs 15 et 16, et que l'article 36 du même arrêté a été abrogé par l'article 3 de l'arrêté royal du 19 septembre 1990 <sup>(4)</sup>.

### Article 9

L'exécution de l'arrêté en projet devant perdurer au delà de l'actuelle répartition des compétences ministérielles au sein du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, il y a lieu de la confier au Ministre ayant la propreté publique dans ses attributions.

L'article 9 du projet sera revu en ce sens.

-----

---

<sup>(4)</sup> Pour ce qui concerne cet article 36, il n'y a pas lieu, en ce qui concerne la Région de Bruxelles-Capitale, de tenir compte de son rétablissement par l'article 10 de l'arrêté royal du 10 août 2005 relatif à la carrière du niveau D des agents de l'État et portant diverses dispositions en matière de mesures de compétences et de formations certifiées, et de son remplacement ultérieur par l'article 6 de l'arrêté royal du 22 novembre 2006 portant diverses mesures en matière de carrière des agents de l'État des niveaux A, B, C et D.

La chambre était composée de

|           |                   |                       |
|-----------|-------------------|-----------------------|
| Messieurs | M. HANOTIAU,      | président de chambre, |
|           | Ph. QUERTAINMONT, | conseillers d'État,   |
|           | J. JAUMOTTE,      |                       |
| Madame    | C. GIGOT,         | greffier.             |

Le rapport a été présenté par M. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

C. GIGOT

M. HANOTIAU

KONINKRIJK BELGIË  
-----

ADVIES 44.937/2/V  
VAN 12 AUGUSTUS 2008

VAN DE AFDELING WETGEVING  
VAN DE RAAD VAN STATE  
-----

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vakantiekamer, op 17 juli 2008 door de Minister-President van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering "tot vaststelling van de procedure voor de benoeming van de leidend-ambtenaar en de adjunct-leidend-ambtenaar van het Gewestelijk Agentschap voor Netheid", heeft het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag is ingediend op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten, haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

### Aanhef

#### Eerste lid

De artikelen 6 en 7 van het ontwerp strekken er respectievelijk toe het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 23 maart 1995 houdende vaststelling van het reglement voor het personeel van het Gewestelijk Agentschap voor Netheid te wijzigen en sommige bepalingen van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het rijkspersoneel op te heffen <sup>(1)</sup>.

Deze bepalingen hebben een ruimere draagwijdte dan alleen de procedure voor de benoeming van de leidend ambtenaar en de adjunct-leidend ambtenaar van het Gewestelijk Agentschap voor Netheid.

De rechtsgrond ervan moet worden gezocht in artikel 8, § 2, van de ordonnantie van 19 juli 1990 houdende oprichting van het Gewestelijk Agentschap voor Netheid, dat als volgt luidt:

"§ 2. De Executieve bepaalt het administratief en geldelijk statuut van het personeel van het Agentschap met inachtneming van artikel 55 van dezelfde wet."

---

<sup>(1)</sup> Wat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreft dient geen rekening te worden gehouden met de wijziging, bij het koninklijk besluit van 6 februari 1997 tot wijziging van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het rijkspersoneel op te heffen, van het opschrift van dit koninklijk besluit van 7 augustus 1939.

Bijgevolg moet in het eerste lid van de aanhef van het ontwerp eveneens worden verwezen naar voormeld artikel 8, § 2.

#### Tweede lid

Het koninklijk besluit van 22 december 2000 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen levert geen rechtsgrond op voor het ontwerp en wordt er niet door gewijzigd. Er is dus geen reden om ernaar te verwijzen in de aanhef van het ontwerp.

#### Tweede en derde lid (nieuw)

In de aanhef van het ontwerp dient te worden verwezen naar voormeld besluit van de regering van 23 maart 1995 en voormeld koninklijk besluit van 7 augustus 1939, daar deze respectievelijk gewijzigd en gedeeltelijk opgeheven worden bij de artikelen 6 en 7 van het ontwerp.

#### Zesde lid (dat het zevende lid wordt)

Het zesde lid (dat het zevende lid wordt) van het ontwerp, moet geredigeerd worden als volgt :

"Gelet op advies 44.937/2/V van de Raad van State, gegeven op 12 augustus 2008, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;"

Zevende lid en volgende

Aangezien geen dringende noodzakelijkheid wordt aangevoerd om na te laten het advies in te winnen van de afdeling wetgeving van de Raad van State, of om te vragen dat artikel 84, § 1, eerste lid, 2/, van voormelde gecoördineerde wetten wordt toegepast, mogen de overwegingen in de aanhef ofwel worden weggelaten, ofwel gewijzigd om daarin de onmiddellijke inwerkingtreding te rechtvaardigen waarin artikel 8 van het ontwerp voorziet.

Voordragende Minister

Overeenkomstig artikel 69 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, van toepassing verklaard op het Brussels Hoofdstedelijk Gewest bij artikel 36, § 1, eerste lid, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, dient in de aanhef, na vermelding van de minister die het ontworpen besluit voordraagt, het volgende lid te worden toegevoegd :

"Na beraadslaging,".

DispositiefArtikel 3

Aangezien het adjectief "franc" in artikel 3 van het ontwerp omstreden is, dient het te vervallen in de Franse versie van het artikel, die overigens niet overeenstemt met de Nederlandse versie.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 4, eerste lid.

Artikel 4

Om in casu de inachtneming van het grondwettelijk beginsel van gelijke toegang tot openbare ambten beter te garanderen, dat inhoudt dat de aanspraken en

.../...

verdiensten van kandidaten voor een openbaar ambt objectief en onpartijdig worden vergeleken, zou het college van deskundigen er uitdrukkelijk mee moeten worden belast de rangschikking op te maken van de kandidaten voor de betrekkingen van leidend ambtenaar en van adjunct-leidend ambtenaar <sup>(2)</sup>.

### Artikel 7

1. Artikel 7 van het ontwerp strekt ertoe, wat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreft, de artikelen 22, tweede lid, 23, 24, 36, 37, 39 en 60 op te heffen van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de evaluatie en de loopbaan van het rijkspersoneel <sup>(3)</sup>.

De indiener van het ontwerp moet erop worden gewezen dat voormelde artikelen 22, tweede lid, 23, 39 en 60 een ruimere werkingssfeer hebben dan alleen de procedure voor benoeming in de betrekkingen van directeur generaal en adjunct directeur generaal bij het Gewestelijk Agentschap voor Netheid.

Het staat bijgevolg aan de steller van het ontwerp na te gaan of het wel in zijn bedoeling ligt deze bepalingen zonder meer op te heffen, dan wel ze enkel niet-toepasselijk te verklaren op de procedure voor benoeming tot leidend ambtenaar en adjunct-leidend ambtenaar bij het Gewestelijk Agentschap voor Netheid. In het tweede geval zou de voorliggende bepaling moeten worden herzien om er de draagwijdte van te beperken.

---

<sup>(2)</sup> Zie in die zin onder meer arrest-Degueldre, nr. 142.684 van 25 maart 2005 van de Raad van State en advies 41.791/4 op 21 februari 2007 verstrekt over een ontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 april 2007 tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 mei 1999 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

<sup>(3)</sup> Dit koninklijk besluit is toepasselijk verklaard op het personeel van het Gewestelijk Agentschap voor Netheid bij artikel 3 van het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het administratief statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut, welk besluit zelf op hen toepasselijk is verklaard bij artikel 1 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 23 maart 1995 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van het Gewestelijk Agentschap voor Netheid.

2. Ter aanvulling van de voorgaande opmerking dient erop te worden gewezen dat artikel 24 van voormeld koninklijk besluit van 7 augustus 1939 geen betrekking heeft op de procedure voor benoeming tot de graden van de rangen 15 en 16 en dat artikel 36 van hetzelfde besluit is opgeheven bij artikel 3 van het koninklijk besluit van 19 september 1990 <sup>(4)</sup>.

### Artikel 9

Aangezien de tenuitvoerlegging van het ontworpen besluit moet voortduren na afloop van de huidige verdeling van de ministeriële bevoegdheden bij de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, moet ze worden toevertrouwd aan de minister bevoegd voor de openbare netheid.

Artikel 9 van het ontwerp moet in die zin worden herzien.

-----

---

<sup>(4)</sup> Wat dit artikel 36 betreft dient, met betrekking tot het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, geen rekening te worden gehouden met het herstel ervan bij artikel 10 van het koninklijk besluit van 10 augustus 2005 betreffende de loopbaan van niveau D van het Rijkspersoneel en houdende diverse bepalingen betreffende de competentiemetingen en de gecertificeerde opleidingen en de latere vervanging ervan bij artikel 6 van het koninklijk besluit van 22 november 2006 houdende diverse maatregelen inzake de loopbaan van het Rijkspersoneel van de niveaus A, B, C en D.

De kamer was samengesteld uit

|          |                   |                  |
|----------|-------------------|------------------|
| de Heren | M. HANOTIAU,      | kamervoorzitter, |
|          | Ph. QUERTAINMONT, | staatsraden,     |
|          | J. JAUMOTTE,      |                  |
| Mevrouw  | C. GIGOT,         | griffier.        |

Het verslag werd uitgebracht door de H. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. VANDERNOOT, staatsraad.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

C. GIGOT

M. HANOTIAU